

ANALYSE DE LA PRESSE

Février 2015

1. **A la une : la réunion du G20 finances en Turquie**
2. **Dossier du mois : les relations tendues avec la Syrie**
3. **Turquie**
4. **International**
5. **Economie**
6. **Liste des journalistes ayant couvert le sujet turc (Février 2015)**



redefining / standards

MÉCÈNE PRINCIPAL DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

33 rue Galilée 75116 Paris T +33 1 44 43 52 54 F +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org • www.institut-bosphore.org

1. A la une : la réunion du G20 finances en Turquie

Près de quatre mois après leur dernière entrevue, les ministres des Finances et des Gouverneurs des banques centrales des pays du groupe des 20 se sont réunis les lundi 9 et mardi 10 février 2015 à Istanbul sous présidence turque.

La Turquie préside cette année le G20 jusqu'au sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement prévu pour novembre.

La réunion du G20 finances s'est notamment penchée sur les questions suivantes :



Ali Babacan, à droite sur la photo, et Jacob Lew, secrétaire du Trésor américain.

« Le diagnostic posé sur l'économie mondiale est nuancé. La conviction générale est que celle-ci souffre encore d'une insuffisance globale de la demande. » (Le Monde.fr, Claire Guélaud, 10/02/2015) « Les pays du G20, qui représentent plus de 85 % de l'économie mondiale (...) saluent les perspectives de croissance favorables dans certaines économies-clés, mais notent aussi la faiblesse de la reprise dans quelques pays avancés, en particulier dans la zone euro et au Japon, ainsi que le ralentissement de certains émergents. » (Le Monde.fr, Claire Guélaud, 11/02/2015)

« La patronne du FMI Christine Lagarde, présente à Istanbul (...), a souligné dans un communiqué que "le temps pressait face au risque de faible croissance persistante et de fort chômage auquel sont confrontés de nombreux pays". Le G20 a donc promis d'agir "de manière déterminée" contre ces risques, sur les fronts monétaire et budgétaire, selon le communiqué final de la réunion. » (Le Parisien, 10/02/2015)



Photo AFP / Ozan Köse

Le vice-premier ministre turc Ali Babacan s'est montré néanmoins « optimiste sur l'état de l'économie mondiale, relevant le dynamisme de la croissance américaine et britannique, et assurant que de nombreuses économies étaient "en meilleure position". » (Le Monde.fr, Claire Guélaud, 10/02/2015)

« Les engagements pris en Australie de relever de plus de 2 % la croissance mondiale – soit plus de 2 000 milliards de dollars – d'ici à 2019 ont été renouvelés. Le sommet d'Antalia, à la fin de l'année, devrait être l'occasion de faire un point détaillé de l'état d'avancement des 1 000 mesures pro-croissance listées à Brisbane. » (Le Monde.fr, Claire Guélaud, 10/02/2015)

« Autre sujet délicat : l'impact de la baisse des prix du pétrole. Le G20 rassemble des pays consommateurs, qui s'en réjouissent, et des producteurs, préoccupés à divers degrés. "L'impact semble positif sur l'économie mondiale, mais il y a des divergences significatives d'une région à l'autre", a prudemment noté le vice-Premier ministre turc Ali Babacan. » (Le Parisien, 10/02/2015)

« Dans le domaine de la régulation financière, ministres des finances et grands argentiers sont convenus de poursuivre leurs efforts, qu'il s'agisse des banques, du « shadow banking », des infrastructures des marchés, comme les chambres de compensation, ou encore des assurances et des fonds d'investissement. Ils demandent aussi au FSB (Fonds de stabilité financière) de se pencher sur la sincérité des marchés et sur les problèmes de manipulation des cours, d'échanges de dérivés etc. Enfin, en matière de fiscalité, le G20 finances s'engage à suivre les recommandations de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en matière de lutte contre l'optimisation et l'évasion fiscales. Le G20 a enfin déploré le blocage persistant de la réforme financière du FMI. » (Le Monde.fr, Claire Guélaud, 10/02/2015)

« Les membres du groupe des vingt ont aussi fait part de leur volonté commune de mieux lutter contre le financement du terrorisme. Le ministre français des Finances Michel Sapin a évoqué la "nécessité d'être beaucoup plus efficace et coordonné" quand des gels d'avoirs s'avéraient nécessaires, et de surveiller les "petits mouvements en cash" qui permettent "aux terroristes de mener à bien leur oeuvre destructrice". » (Le Monde.fr, Claire Guélaud, 10/02/2015)

2. Dossier du mois : Les relations tendues avec la Syrie

L'incursion militaire menée par la Turquie sur le territoire syrien dans la nuit du 21 février pour évacuer la dépouille de Süleyman Şah, le grand-père d'Osman Ier, fondateur de l'empire ottoman et les soldats qui gardaient son tombeau, a été source de tensions entre les deux pays.

Le gouvernement turc a décidé cette opération en raison de la détérioration de la situation autour de l'enclave qui est située dans une zone tenue par le groupe Etat islamique (EI).

Le tombeau de Süleyman Şah est considéré comme un territoire turc depuis la signature d'un traité entre la France, qui occupait alors ce territoire, et la Turquie en 1921.

La relocalisation en sol syrien de ce tombeau a été qualifiée d'"agression flagrante" par Damas.

L'opération a également été dénoncée par l'opposition turque qui « a vivement critiqué "un retrait présenté comme une victoire militaire". "Pour la première fois de l'histoire de la République turque, nous perdons nos terres sans combattre", a martelé Gürsel Tekin du parti républicain du peuple (CHP). Sinan Oghan, dirigeant du parti de l'Action nationaliste (MHP, droite), a renchéri: "Vous avez failli à protéger la sépulture de notre ancêtre et nos soldats ont été obligés de se retirer".» (AFP, 22/02/2015)

Des djihadistes de l'EI prépareraient des attentats en Turquie

La Turquie se voit de plus en plus comme le cible des attaques de l'Etat islamique. Lors de ces derniers jours on remarque plusieurs passages des membres de l'EI vers la Turquie ainsi qu'une augmentation de risques d'attentat dans le pays. Cependant la Turquie a intensifié les mesures de contrôle sur les étrangers qui souhaitent traverser ses frontières afin de joindre la Syrie.

« Des membres de l'Etat islamique (EI) sont entrés en Turquie et préparent des attentats contre des représentations diplomatiques à Ankara et Istanbul, a fait savoir l'agence nationale turque de renseignement, le MIT, selon la presse turque de jeudi [19 février]. Au total, 3.000 combattants de ce groupe fondamentaliste sunnite venus d'Irak et de Syrie cherchent à entrer en Turquie via sa frontière sud, après avoir été repoussés de la ville kurde syrienne de Kobani, indique une note interne du MIT selon le quotidien Hurriyet. Certains djihadistes, parmi lesquels des chefs qui planifient les attentats, seraient déjà entrés en Turquie, poursuit la note interne qui ne dit pas comment ils ont franchi la frontière. (...)

La Turquie a été touchée par plusieurs attentats cette année. Le dernier s'est produit vendredi dernier près de la ville frontalière de Suruc dans la province de Sanliurfa. Une bombe dissimulée sous une voiture a explosé près d'un barrage policier. » (Reuters, 19/02/2015)

« Quelque 3.000 citoyens turcs seraient liés au groupe EI, selon un récent rapport des services de renseignement turcs rapporté par la presse locale. » (LeFigaro, AFP, 11/02/2015)

La Turquie peine à contrôler le passage des apprentis djihadistes de ses frontières

« Treize étrangers et un Turc qui cherchaient à traverser la frontière pour se rendre en Syrie et rejoindre l'Etat islamique ont été arrêtés lundi [9 février] (...). Le gouvernement turc s'est vu reprocher son laxisme dans le contrôle de sa frontière avec la Syrie, utilisée comme point de passage par les étrangers candidats au djihad. Après avoir été interrogés, les étrangers ont été remis à la police pour être expulsés et le Turc a été libéré, précise l'armée sur son site internet. (...)

Ankara a annoncé ces derniers mois avoir renforcé les mesures de surveillance à sa frontière avec la Syrie et dans ses aéroports notamment. Les autorités turques affirment avoir dressé une liste de 10.000 citoyens étrangers, susceptibles de vouloir rejoindre les groupes islamistes, interdits d'entrée sur son territoire et assure avoir déjà procédé à plus d'un millier d'expulsions. (...)

Le gouvernement turc accuse en retour les Etats européens de ne pas coopérer assez avec ses services pour bloquer ces "autoroutes du djihad". » (*LeFigaro, AFP, 11/02/2015*)

Le départ de trois adolescents (Shamima Begum, 15 ans, Kadiza Sultana, 16 ans, et Amira Abase, 15 ans) de Londres à bord d'un avion à destination d'Istanbul a été la source d'inquiétudes.

« Leurs familles ont donné l'alerte aux autorités britanniques, craignant qu'elles ne tentent de rallier le territoire syrien depuis la Turquie pour rejoindre le groupe EI. "Nous continuons à les rechercher activement à cet instant. Il est évident que la Turquie ne peut pas être tenue responsable" de la situation, a jugé Bülent Arinç. La Turquie a reproché au Royaume-Uni d'avoir tardé à l'informer des trois adolescentes recherchées depuis leur départ de Londres et leur arrivée la semaine dernière à Istanbul dans l'intention probable de rejoindre l'organisation Etat islamique (EI) en Syrie. (...)

La Turquie constitue le principal point d'entrée vers la Syrie des milliers d'apprentis djihadistes venus du monde entier, notamment d'Europe, avec l'intention de rejoindre le groupe EI sur le territoire syrien. » (*20 Minutes, AFP, 24/02/2015*)

Les Etats-Unis et la Turquie d'accord pour former et équiper des rebelles syriens

« Après plusieurs mois de discussions difficiles, les Etats-Unis et la Turquie sont tombés d'accord pour former et équiper des opposants syriens modérés en Turquie. "Nous sommes arrivés à un accord de principe pour former et équiper des groupes de l'opposition syrienne », a annoncé mardi 17 février la porte-parole du département d'Etat américain Jennifer Psaki, ajoutant que Washington « comptait conclure et signer bientôt l'accord avec la Turquie". Elle n'a pas donné de détails supplémentaires sur un processus de formation qui doit commencer normalement en mars.

Cette annonce d'un accord américano-turc met fin à des mois de discussions entre les deux alliés sur l'entraînement de rebelles syriens modérés censés se battre ensuite contre les djihadistes du groupe Etat islamique. "Comme nous l'avions annoncé auparavant, la Turquie a accepté d'être l'un des hôtes régionaux du programme "formation et équipement" pour les forces de l'opposition modérée syrienne", a rappelé Mme Psaki. » (*Le Monde.fr, AFP, 17/02/2015*)

3. Turquie

Loi de réforme de la sécurité intérieure controversée

La loi de réforme de la sécurité intérieure a opposé des députés mardi 17 février au soir dans l'enceinte du Parlement de Turquie, à Ankara. « Ce projet de loi renforce les pouvoirs de la police, autorisant entre autres arrestations, écoutes et perquisitions sur la base d'un simple "soupçon", sans contrôle immédiat du juge. » (*Le Monde, AFP, 18/02/2015*)

« Cinq députés d'opposition ont été blessés, dont quatre hospitalisés, lors d'une bagarre qui les a opposé aux élus du parti islamo-conservateur AKP au pouvoir. Ils ont même été frappés à la tête par le maillet dont se sert, normalement, le président de séance pour ramener le calme. » (*Les Echos, Yves Bourdillon, 19/02/2015*)

« L'opposition accuse le président, Recep Tayyip Erdogan, de vouloir transformer avec ce texte le pays en "Etat policier". Elle a promis d'utiliser tous les moyens pour en retarder l'adoption, que le gouvernement souhaite à l'inverse "le plus rapide possible". "On a vu ce qui est arrivé au Parlement. Je ne veux pas penser à ce qui va se passer dans les rues quand cette loi sera adoptée", a déclaré Melda Onur, députée du CHP. » (*Le Monde, AFP, 18/02/2015*) »

« "Ce projet est la proclamation non-dit de la loi martiale", a résumé le président des bâtonniers de Turquie, Metin Feyzioglu. Le président Recep Tayyip Erdogan estime au contraire que cette loi est conforme aux normes de l'Union européenne. » (*Les Echos, Yves Bourdillon, 19/02/2015*)

L'assassinat d'une jeune étudiante turque ranime les débats sur la violence infligée aux femmes en Turquie

La Turquie a été bouleversée après le viol et l'assassinat d' Özgecan Aslan, une étudiante de 20 ans, le 11 février, dans la province de Mersin au sud du pays.

« Les trois assassins présumés, un chauffeur de minibus, son père et un ami, ont été arrêtés samedi [14 février], et ils ne seront pas défendus par les avocats du barreau de Mersin, qui ont refusé de le faire. » (*Libération, Ragip Duran, 16/02/2015*)

« Un vent de colère a soufflé sur les obsèques de la jeune victime, samedi 14 février à Mersin, quand des femmes de l'entourage de la victime, bravant l'interdiction de l'imam, ont porté sa dépouille au cimetière, une tâche traditionnellement réservée aux hommes. » (*Le Monde, Marie Jégo, 17/02/2015*)

« Des milliers de personnes sont sorties dans les rues, de samedi 14 à lundi 16 février, pour dénoncer la recrudescence des violences envers les femmes. (...) Des appels ont retenti sur les réseaux sociaux pour que les victimes de viols et de harcèlement brisent la loi du silence sous le hashtag #sendeanlat (« #toiaussiraconte »). » (*Le Monde, Marie Jégo, 17/02/2015*)

Afin de protester les violences faites aux femmes en Turquie, plusieurs hommes ont défilé en portant des jupes à Istanbul et dans les rues d'autres villes turques. (*Les Echos, Jacques Hubert-Rodier, 25/02/2015*)

« Après le meurtre de la jeune Ozgecan Aslan et des manifestations en Turquie, mais aussi dans d'autres pays, le président Recep Tayyip Erdogan a dénoncé cet assassinat et qualifié de « *blessure ouverte* » toute violence contre les femmes, promettant de dures peines pour les meurtriers. » (*Les Echos, Jacques Hubert-Rodier, 25/02/2015*)

« Selon les associations féministes, les meurtres de femmes ont augmenté ces dernières années jusqu'à atteindre le chiffre record de près de 300 en 2014. Leur colère vise aussi les institutions ou personnalités qui estiment que "porter des minijupes ou bien se promener seule la nuit provoque les violeurs". » (*Libération, Ragip Duran, 16/02/2015*)

« D'après une étude faite en 2013 sur les femmes mariées à travers tout le pays, par l'université Hacettepe, à Ankara, 39 % des épouses interrogées reconnaissent avoir subi des violences physiques, 15 % confient avoir connu des violences sexuelles, 44 % déplorent des violences verbales.

Les associations de défense des femmes dénoncent les failles du système judiciaire, plus enclin à justifier les hommes qu'à protéger les femmes. L'AKP est montré du doigt pour les sorties sexistes de ses ténors. » (*Le Monde, Marie Jégo, 17/02/2015*)

« "L'AKP est arrivé au pouvoir en arguant que la moralité avait pris un gros coup [...], mais la démocratie et la morale ont perdu beaucoup de sang ces dernières années", a critiqué dimanche [15 février] Kemal Kılıçdaroglu, le président du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate, opposition).

Lundi [16 février] au Parlement, la députée du CHP pour Mersin, Aytug Atici, a renouvelé la charge contre les islamo-conservateurs, critiqués pour leur piètre bilan en matière de droits des femmes. » (*Le Monde, Marie Jégo, 17/02/2015*)

« Ecoutes illégales: nouveau coup de filet »

« La justice turque a ordonné [le 25 février] une nouvelle vague de 54 arrestations dans le cadre de l'enquête sur les écoutes téléphoniques illégales qui ont visé plusieurs hauts responsables du gouvernement, dont l'actuel président Recep Tayyip Erdogan. (...)

Depuis le mois de juillet, la justice a entendu plusieurs dizaines de policiers et de hauts fonctionnaires soupçonnés d'avoir enregistré illégalement des conversations téléphoniques de Recep Tayyip Erdogan, sa famille et des ministres du régime islamo-conservateur au pouvoir en Turquie depuis 2002.

Tous les suspects sont soupçonnés d'être des proches ou d'avoir agi pour le compte de l'imam Fethullah Gülen, un ancien allié de M. Erdogan qui dirige depuis sa retraite aux Etats-Unis un puissant et influent

réseau d'écoles, d'ONG et d'entreprises. Recep Tayyip Erdogan lui a déclaré la guerre depuis l'affaire de corruption qui a visé son gouvernement et ses proches en décembre 2013. Il accuse Fethullah Gülen, dont le réseau est très influent dans la police et la justice turques, d'avoir bâti un "Etat parallèle" et d'avoir monté ce scandale pour précipiter sa chute. » (*LeFigaro, AFP, 25/02/2015*)

La mise sous tutelle de la banque islamique Asya

Bank Asya, 10e établissement financier de Turquie et l'un des quatre établissements islamiques du pays, est placée sous la tutelle du Fonds d'assurance et de garantie des dépôts (TMSF), le 4 février.

Malgré la dénonciation par le Premier ministre Ahmet Davutoglu de toute intention politique de la décision, la presse considère que l'opération s'inscrit dans le cadre de la lutte du gouvernement turc contre Fethullah Gülen, chef d'une confrérie musulmane, et ses disciples.

Le régulateur public (BDDK) a décidé « de prendre le contrôle du conseil d'administration et de mettre la main sur 63 % du capital. Officiellement, la banque est dans le collimateur des autorités pour "manque de transparence". (...)»

En 1996, [la confrérie] avait obtenu le droit d'ouvrir Asya, un des premiers établissements islamiques du pays, garantissant un système de prêts et de profits conforme aux préceptes de l'islam.

Une photographie datant de 1996, reproduite ces jours-ci par plusieurs quotidiens, montre Tansu Ciller, alors premier ministre, en train de couper le ruban d'inauguration de la banque Asya aux côtés de Recep Tayyip Erdogan, alors maire d'Istanbul et de Abdullah Gül son plus proche partenaire, sous l'œil bienveillant de Fethullah Gülen, leur maître spirituel. (...)

Les premières attaques contre la banque sont venues en août 2014, lorsque l'Etat a fait pression sur les gros clients pour qu'ils ferment leurs comptes, notamment sur Turkish Airlines, la compagnie aérienne nationale qui a obtempéré. En un an, la valeur boursière de Bank Asya a baissé de 70 %, de nombreuses succursales ont fermé. » (*Le Monde, Marie Jégo, 07/02/2015*)

La Turquie dans le palmarès des demandes d'informations sur Twitter

Sur le rapport de transparence pour les six derniers mois de 2014, la deuxième place du « podium » est occupée par la Turquie, avec 356 demandes (150 % d'augmentation) – dont aucune n'a donné lieu à une transmission d'informations, affirme Twitter. La Turquie a fortement durci son contrôle sur les médias et les réseaux sociaux en 2014 et début 2015, en censurant YouTube ou en attaquant des journaux en justice.

Sans surprise, c'est les Etats-Unis – qui concentrent le plus grand nombre d'utilisateurs de Twitter – qui arrivent en tête du classement pour les demandes d'informations sur des utilisateurs, avec 1 622 demandes, dont 80 % ont été satisfaites.

En mai 2014, le réseau social avait refusé la demande des autorités turques d'ouvrir des bureaux dans le pays, et réaffirmé qu'il maintiendrait sa politique consistant à bloquer pour les utilisateurs turcs les contenus illégaux dans le pays, tout en les laissant accessibles aux utilisateurs situés à l'étranger. (*Le Monde, AFP, 09/02/2015*)

4. International

Turquie – Arménie

Le président Sargsian retire de l'Assemblée nationale les protocoles sur les relations avec la Turquie

« Le 16 février, le président arménien Serge Sargsian a retiré du Parlement les protocoles sur la normalisation des liens et l'établissement de relations diplomatiques avec la Turquie, rapporte le quotidien arménien *Novoïe Vremia*.

Signés à Zurich le 10 octobre 2009, avec pour perspective l'ouverture de la frontière terrestre entre les deux pays, les protocoles sont restés lettre morte. Le "gouvernement turc n'a aucune volonté politique, déforme l'esprit et la lettre des protocoles, et continue de poser des conditions", a expliqué Serge Sargsian avant d'ajouter qu'à la veille de la commémoration du 100e anniversaire du génocide arménien, "la politique de déni et de réécriture de l'histoire" prend de l'ampleur à Ankara. (...)

La tension entre Erevan et Ankara est montée d'un cran au début de l'année autour de la question du centenaire du génocide arménien. Le président turc, Recep Erdogan, a en effet convié son homologue arménien à la célébration du centenaire de la bataille de Gallipoli, le jour anniversaire du génocide, le 24 avril 2015. Serge Sargsian s'en est offusqué dans une lettre.» (*Courrier International, Alda Engoian, Laurence Habay, 20/02/2015*)

5. Economie

La Banque centrale turque abaisse les taux directeurs

« La banque centrale turque abaisse pour le deuxième mois consécutif ses principaux taux d'intérêts afin de dynamiser l'économie nationale, alors que l'inflation tend à ralentir. Le taux repo à une semaine est notamment réduit de 25 points de base à 7,5%, tout comme le taux de financement qui passe à 7,25%. » (*Boursier.com, 24/02/2015*)

« La Banque centrale turque [avait] résisté provisoirement aux pressions du gouvernement islamo-conservateur en écartant mardi [3 février] toute réduction urgente de ses taux d'intérêt, après le ralentissement moins important qu'anticipé de l'inflation en janvier.

Selon les chiffres de l'Institut turc de la statistique (Tüik), les prix ont augmenté de 1,10% le mois dernier pour un taux d'inflation en rythme annuel à 7,24%. Les prix ont augmenté de 8,17% sur l'ensemble de l'année 2014.

Dans la foulée de la publication de ces chiffres, la Banque centrale turque [avait] annoncé qu'elle ne tiendrait pas de réunion exceptionnelle (...) pour baisser ses taux directeurs, comme elle l'avait envisagé en cas de recul substantiel de l'inflation en janvier. (...)

Le niveau des taux fait l'objet depuis un an d'un bras de fer entre le président Recep Tayyip Erdogan, qui milite pour leur baisse rapide et massive afin de protéger la croissance, et le gouverneur de la Banque centrale, Erdem Basci, qui s'y refuse tant que l'inflation n'avait pas retrouvé des niveaux acceptables. » (*Lefigaro, AFP, 03/02/2015*)

« Le chômage au plus haut depuis quatre ans »

« Le chômage a atteint, en novembre dernier, son plus haut niveau depuis quatre ans en Turquie, avec un taux de 10,7 % de la population active. La proportion de personnes employées illégalement est de 33,9 %, avec un pic de 81,7 % dans l'agriculture. » (*Les Echos, AFP, 17/02/2015*)

Aéroports de Paris gagne gros avec le turc TAV

Sa participation de 38 % dans le groupe aéroportuaire turc TAV a rapporté quarante millions d'euros à Aéroports de Paris. « De copieux dividendes, qui ont contribué à faire de l'exercice 2014 le plus rentable de l'histoire d'ADP, avec un résultat d'exploitation de 737 millions d'euros, pour 2,79 milliards d'euros de chiffre d'affaires.

En 2013, la contribution de TAV, qui gère notamment le principal aéroport d'Istanbul, n'avait été que de 9 millions d'euros. Mais avec la réduction rapide de l'amortissement de sa prise de participation, les dividendes de TAV, dont le chiffre d'affaires et les bénéfices suivent l'ascension du trafic aérien en Turquie, se sont envolés. Et la tendance devrait se poursuivre, au moins jusqu'à l'ouverture du nouvel aéroport international d'Istanbul, vers la fin de la décennie. » (*Les Echos, Bruno Trevedic, 23/02/2015*)

Le rapatriement par ADP des dividendes de TAV via des sociétés fictives en Autriche et au Luxembourg afin de bénéficier des réductions d'impôts a été mis à jour la chaîne télévisée France 2. Selon l'information, l'affaire est remontée mi-février « au conseil d'administration d'Aéroports de Paris, où le PDG, Augustin de Romanet, a proposé de soumettre le dispositif, décidé par son prédécesseur, au comité d'audit, qui statuera sur sa conformité. « S'il estime que ce n'est pas moral, nous réviserons notre position », affirme-t-il. (...)

"Une société française ayant des actifs en Turquie est taxée à 15 % sur les transferts d'argent, conformément à la convention fiscale entre la France et la Turquie, explique-t-il [M. de Romanet]. En revanche, la taxe n'est que de 5% sur des transferts entre l'Autriche et la Turquie. " » (*Les Echos, Bruno Trevedic, 23/02/2015*)

6. Liste des journalistes ayant couvert le sujet turc (février 2015)

Courrier International

Alda Engoian
Laurence Habay

Les Echos

Jacques Rodier
Yves Bourdillon
Bruno Trevedic

Le Figaro

Le Monde

Marie Jégo
Claire Guélaud

Le Parisien

Libération
Ragip Duran

Boursier.com

